



Motion du CSAL du 29 avril 2025

Depuis trop longtemps les gouvernements successifs ont considéré la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer : près de 50 000 de 2002 à 2024 !

Alors qu'il était promis une année blanche en termes de suppressions d'emplois, déjà scandaleuses au regard des services exsangues, 550 suppressions d'emplois nous sont encore imposées. La curée continue...

La DDFIP 84 fait figure de premier de la classe en région PACA avec 13 suppressions en 2025. Nous ne doutons pas que notre DDFIP s'est battu bec et ongles pour préserver nos emplois auprès du délégué du Directeur Général !

La triste réalité est la suivante :

Moins nous sommes nombreux, plus l'impact des suppressions d'emploi est démultiplié sur les missions, les agents et leurs conditions de vie au travail !

C'est la démonstration du peu de considération envers les agents et les missions de service public, nous sommes la variable d'ajustement budgétaire.

La DGFIP a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agent.es et les missions de service public.

Dans ce contexte budgétaire, dont les agents ne sont en rien responsables, la DGFIP n'est-elle pas au cœur du financement de l'État avec la lutte contre la fraude fiscale.

Pour la CGTFIP84 il est urgent d'investir et de recruter à la DGFIP ! Des emplois statutaires à hauteur des besoins.

Pour mémoire il est prévu un recrutement d'environ 1300 ETP contractuels au niveau national. La précarité s'installe à la DGFIP.

La CGTFIP84, pour toutes ces raisons, ne siègera pas à ce CSAL qui de plus n'est que pour information.

En effet les représentants n'ont plus la possibilité de voter contre les suppressions d'emplois, encore un bel exemple de dialogue social !